L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX : Rue de Chartres, No 73.

NOUVELLE-ORLEANS, MERCREDI MATIN, 18 DECEMBRE 1872. 46me Année.

DUFOUR & LIMET,
PROPRIÉTAIRES-ÉDITEURS.

NOUVELLE-ORLEANS.
MERCREDI, 18 DECEMBRE.

VENTES A L'ENCAN DE CE JOUR.

Pour les détails, voir aux annonces.

Par O. Valeton, sur la Levée, près la rue Jackson.—Limons.

Par Stern Bros., au No. 16 de la rue de Chartres.—Cotillons, souliers et brodequins.

Par Hofman, Marks & Co., à leur salle d'encan, au No 16 de la rue de Chartres—Marchandises sèches, Lingerie de messieurs, Manteaux, &c.

Par Eugène Tourné, au magasin de l'importateur, Ant. Lanata, à dix heures et demie.—Vins, Liqueurs, Sardines, Huile d'Olive, Savon, Champagnes, etc., etc.

ATTENTION !

Vente ce matin, à 10 heures et demie, aux magasins de l'importateur ANT. LANATA, Vins de Bordeaux, de Cette ; Vermouth Nolly Prat, Martini Fola et Fratelli Gancia, vins de Xérès, Muscat ; raisins, figues, amandes, pêches, sardines, huile d'olive, truffes, prunes, etc. Commerce en général trouvera donc à cette vente une occasion inespérée de s'approvisionner dans des conditions exceptionnelles. Voir à cet effet le catalogue par Eugène Tourné.

Vente de diamants, bijoux, meubles, etc. Aujourd'hui, mercredi, 18 décembre, à 11 heures du matin, MM. Montgomery commenceront une grande vente de diamants, bijoux, meubles, billets à ordre, certificats de ville, etc., au local de la Commission Bank," au coin des rues de Chartres et Peridido. La vente sera continuée de jour en jour, jusqu'à ce que tout soit écoulé, quelque soit le montant prêté sur les objets mis à l'encan. Cette vente est péremptoire et se composera de milliers d'articles utiles et précieux.

SPECTACLES.

Mercredi, 18 Décembre 1872.

St. Charles.—Fortunio.
Academie.—Flick et Flock.
Varieties.—A midi et le soir, Sea of fire.
Salle de l'Exposition.—Concerts Strakosch.
Grand Cirque et Musée Barnum.—Rochebriave et Torchi.
Musée d'Anatomie.—4 rue St-Charles.

La Tactique du Mensonge.

Les agents télégraphiques ont pris la peine de nous envoyer de Washington l'exposé fait par l'avocat général Williams, des événements qui se sont accomplis en Louisiane. Nous les remercions de cette attention parce qu'elle nous met à même d'apprécier le procédé employé par le gouvernement pour tromper l'opinion publique dans le pays.

Cet exposé est incorrect d'un bout à l'autre ; il contient des assertions controuvées, l'ordre des faits y est interverti, et les incidents les plus importants y sont omis à dessein.

Aussi, il est faux que Longstreet et Hawkins aient jamais été élus membres du Bureau des retours dans une assemblée régulière du Bureau, au Mechanics' Institute, en présence du gouverneur, président ex-officio du Bureau. Ce n'est qu'après coup, c'est-à-dire après le remplacement de Herron, comme secrétaire d'Etat, par Jack Wharton et, après que le Bureau, composé alors de Warmoth, Wharton et Lynch, a eu élu MM. Da Ponte et Hatch membres du Bureau, que MM. Lynch et Herron ont imaginé de dire que, dans cette séance, ils avaient voté pour Longstreet et Hawkins. Le juge Durell, dans son arrêt, dit qu'ils *ont pensé* voter. Or, de tous les témoins présents, ce président, ce n'est que lui, jamais ou lieu, et on n'a pas encore entendu, jusqu'à demain, c'est-à-dire l'élection de Hatch et de Da Ponte. L'opinion de Lynch et Herron d'avoir voté *en petto* pour Longstreet et Hawkins.

Il est inexact que la Cour Suprême de l'Etat ait décidé que le Bureau des retours Warmoth fut illégal et ses actes nuls, que l'avocat général Belden a présenté comme à la Cour Suprême son successeur H. N. Ogden et le nouveau shérif Harper a rempli ses fonctions devant toutes les Cours et les remplit encore.

Maintenant, l'avocat-général oublie complètement de mentionner la promulgation de la loi de 1872 qui, en abolissant le dernier bureau des retours, mettait fin à toutes contestations sur la question de savoir quel était le Bureau régulier, celui de Durell ou celui de Warmoth.

Il est, cependant, là le véritable point de débat. Le juge Durell a escamoté ce point de vue et par conséquent toute discussion. Il est incontestable que le gouverneur avait le pouvoir de signer cette loi, nonobstant toutes les procédures entamées, sous l'empire de l'ancienne législation, et que ce changement de législation rendait sans objet toutes ces procédures.

Il paraîtrait se faire que M. Williams ait voulu ignorer complètement cet incident ? Il traite les faits de la Louisiane avec encore plus de dédain que le juge Durell qui a, au moins, mentionné la loi.

La loi de 1872 est en vigueur. Aucune autorité judiciaire de la Louisiane ne l'a déclarée nulle ou inconstitutionnelle. Or, d'après cette loi, les retours de l'élection du 4 novembre ne pouvaient être comptés et proclamés que par une commission de cinq personnes nommées par le Sénat, ou, le Sénat n'ayant pu encore désigner ces personnes, par celles que le gouverneur a nommées pour remplir les vacances en attendant la réunion du Sénat.

Cette commission de cinq personnes a procédé, sur les documents officiels, les seuls légaux de l'élection, et la seule législature légale est celle qui a été désignée par ces retours.

Tous ces faits sont passés sous silence par M. Williams qui, au lieu d'un exposé impartial des faits n'en a donné qu'un résumé tronqué et incorrect.

La tactique des conspirateurs radicaux a d'ailleurs, été d'entasser mensonges sur mensonges dans leurs dépêches et leurs correspondances, afin d'embrouiller tellement les faits et les points de droit que l'on n'y pût rien comprendre à Washington et au Nord.

Journaux Illustrés. — La librairie Hebert & Cie. a reçu les numéros du 30 novembre de l'*Illustration* et du *Monde Illustré*.

Bureaux d'Emigration Française. — M. S. Tourre, 36, St-Pierre, dirigeant le Bureau d'Emigration française, trouve facilement des acheteurs pour les grocéries et autres établissements commerciaux ou industriels que l'on désire vendre. On peut donc en pareil cas s'adresser à lui en toute sûreté.

La maison Pini & Bassetti vient de recevoir par le steamer Louisiana, de Bordeaux, de l'excellent vin Monterey, de P. Clermont & Co., et du cognac de Commandon & Co. Voir l'annonce.

Cigares de la Havane. — Nous recommandons à nos lecteurs MM. Ed. L. Zell & Co., négociants-commissionnaires et importateurs de Cigares et de produits de la Havane, dont le magasin est situé au coin des rues Carondelet et Canal. Si une bonne réputation, de très belles relations et une connaissance parfaite des affaires sont des éléments requis pour la réussite d'une maison de commerce, nous prédisons à MM. Zell & Co. un succès complet.

Dr. Jos. B. Hubbard a en magasin, coin Remparts et Perdido, au plus bas prix de la ville, les meilleurs lits à sommier qui aient jamais été inventés à la Nouvelle-Orléans.

Parmi les amers, il y en a d'insignifiants, il y en a de pernicieux, il y en a aussi, heureusement, qui se recommandent par leurs propriétés toniffiantes. Parmi ces derniers, nous signalerons les HOME STOMACH BITTERS, dont l'agence a été confiée à M. B. E. Castendyk, 22 rue Tchoupitoulas.

Une lettre de Londres nous signale un accident de voiture qui a mis un moment en danger l'ex-empereur, l'ex-impératrice et l'ex-prince impérial.

En arrivant à Fune des gares de Londres, les chevaux effrayés par le sifflet d'une locomotive, se sont emportés, et l'avant-train du véhicule a été brisé contre un poteau.

Le cocher, renversé par le choc, a été légèrement contusionné. L'ex-empereur s'en est tiré sain et sauf, la cigarette toujours à la bouche.

Revue des Journaux.

Il est beaucoup question, parmi nous, depuis la seconde élection du général Grant et l'incroyable triomphe du sénateur Kellogg, des grands principes démocratiques et du sort de la républiques américaine. Les adorateurs de l'édifice régimé et les partisans actuels du droit des Etats prennent un regard douloureux dans le passé et attendent, avec résignation, les derniers coups des suppôts de l'absolutisme ; d'autres, quoique un peu ébranlés par ce qui se passe autour d'eux, ont encore foi dans le bon sens pratique de la nation. Laquelle de ces deux classes de citoyens a raison ? Le *Picayune* n'est pas de ceux qui espèrent ; il donne fort aux croyants quand même et prend soin de leur expliquer, tout au long, pourquoi les illusions ne sont plus possibles. Les gouvernements tels que le nôtre, dit-il, ont toujours été renversés par les chefs militaires : cela se comprend : la république est le règne de la loi fondée sur l'opinion ; le soldat, lui, a l'habitude de commander, il exige l'obéissance passive à ses ordres, quels qu'ils soient, et, à la moindre résistance, il emploie la force. L'histoire est là pour nous le prouver. Eh bien ! le premier, le plus illustre de nos magistrats, George Washington, dont le patriotisme ne saurait être l'objet d'un doute, a fait, avec Alexander Hamilton, créateur de la banque des Etats-Unis, le premier pas vers la centralisation. Le succès des armes nous a ensuite valu le général Jackson qui, d'adversaire invétéré des idées de Washington, est redevenu militaire et s'est rappelé son grand sabre dès qu'il eut trouvé de la résistance ; la Caroline du Sud s'en souvient. Le général Taylor a suivi l'exemple des soldats comme lui : il n'a pas attendu que le Congrès établît des gouvernements, sous les territoires nouvellement acquis, il a chargé de ce soin certains officiers de l'armée. Quant au général Grant, qui sera probablement le dernier président des Etats-Unis, il ne comprend pas la Constitution, il ne reconnaît, en fait de suprématie, que celle de la force ; il est aujourd'hui l'agent des capitalistes du Nord et l'instrument de leur haine, mais il pourrait, plus tard, être leur maître.

A la demande d'un grand nombre de citoyens, le *Times* reproduit son article de dimanche sur la marche des événements, la carrière des chefs radicaux qui se sont emparés des premières places de l'Etat et la composition du sénat et de la chambre des représentants. Une analyse de cette remarquable philippique a paru dans notre numéro d'hier ; nous regrettons que le temps et l'espace ne nous aient point permis d'en présenter une plus complète, mais nous aurons atteint notre but si, après l'avoir lue, on s'est référé à l'original.

— Le *Times* est d'opinion que nous avons gagné un point important : la cour suprême, bien qu'elle ne nous ait pas accordé le remède qui lui était demandé, a, néanmoins, décidé que nous pourrions en appeler du décret défavorable du juge Dibble. C'est parfaitement logique, ajoute notre confrère. Si la partie lésée a droit à un appel, elle ne saurait prétendre, quand une fois la manière de procéder lui est indiquée, à un ordre de prohibition qui écarterait le privilége qu'on lui laisse. Le jugement de la cour de circuit est, sans nul doute définitif. Le *Times* cite, à l'appui de son assertion, la décision de la Cour Suprême dans l'affaire Dean vs. Thompson, 7 Wallace, 189. Les membres de notre barreau partagent cet avis. Les manœuvres auxquelles le magistrat a eu recours à la séance de chiffer semblerait indiquer l'intention de se prononcer le plus tard possible, sur la question d'appel, mais s'il persistait dans cette voie, il fournirait de nouvelles armes dont ses victimes n'hésiteront pas à se servir à l'occasion de sa prochaine mise en accusation.

— Le *Times* consacre quelques lignes à la mémoire de Mr. E. A. Bradford qui, dit-il, était un des ornements du barreau louisianais dans ses beaux jours ; un homme instruit, courtois, digne, un gentilhomme qui avait un souverain mépris pour toutes les petites finesse de la profession.

Nous arrivons enfin, à travers bien des obstacles, au *Republican*, qui a dû étonner ses lecteurs par les mots suivants tombés de la plume du rédacteur dans un moment de distraction inexplicable ou d'inquiétude : "les républicans du Nord se sont, sans doute, demandé comment il se fait que notre parti ne peut pas contrôler les affaires en Louisiane sans la présence des troupes si, comme il le prétend, il a de son côté la majorité des votants." Le journal de la rue du Camp se croit tenu de donner à ses lointains amis les renseignements nécessaires. La Nlle Orléans, dit-il, est le foyer des mécontents, la forteresse des incorrigibles démocrates, le théâtre de toutes les violences qui menacent la paix de la société. Les républicains souhaitent de marcher et amener les autres à les suivre dans la voie du progrès sans invoquer l'appui de l'armée, mais, hélas ! l'état des esprits s'y oppose.

Il faudra bien que le Nord se contente de cette réponse.

Le *National Republican*, se réjouit de la décision de la cour suprême et reproduit une dépêche de Mr Caleb Cushing qui l'annonce à Mr. Kellogg "gouverneur élu" ; là dessus force commentaires désobligeants à l'adresse de Mr. Ogden et des conservateurs.

— L'organe douanier s'émeut, comme son homonyme, de l'attitude peu rassurantes des feuilles du Nord depuis que la lumière commence à se faire sur la cause de nos troubles. Il se hâte de leur affirmer que la situation ne laisserait absolument rien à désirer sans la violence des adversaires de son parti. Obéissant au mot d'ordre lancé des bureaux du grand meneuf, il répète que quinze mille nègres ont été privés du droit de suffrage et que dix mille blancs ont voté pour Kellogg. *Affidavits to the front !*

Théatre de l'Opéra. — Demain, jeudi, on donnera la fine comédie de Sardou, *Nos Intimes*, et un vaudeville, *Madame est couchée*.

Samedi, à midi, Matinée.

—On se perd en commentaires sur la manière dont la Cour Suprême envisagera les choses monstrueuses qui se passent depuis quelques temps en Louisiane; mais, quelle que soit sa décision, qu'elle nous ordonne ou non le gouvernement choisi par le peuple, ses testeurs feront bien de songer à l'économie. En allant acheter leurs vêtements confectionnés et, les dames, de magnifiques robes qui s'y trouvent en ce moment, chez M. B. T. Walshe, 110, rue du Canal, leur but sera atteint.

—Le 24 novembre a eu lieu un duel entre le vicomte de Mauberneaux et M. de Kœnigen, officier prussien, devant la guerre, membre du même cercle et ami de son adversaire d'aujourd'hui.

M. de Kœnigen s'était présenté à son ancien cercle, M. de Maubernaux l'avait correctement mis à la porte.

La rencontre a eu lieu en Belgique, dans un terrain situé auprès de la propriété du prince de Croy. Le Prussien a eu l'épaule droite fracassée.

—Un duel vient d'avoir lieu à Rennes entre M. Domalain, lieutenant de vaisseau, ancien commandant de la *Légion bretonne* et l'auteur d'un pamphlet dirigé contre cette légion. Ce dernier a reçu un coup d'épée en pleine poitrine. La blessure est grave.

—Encore un trait de bienfaisance à l'actif de sir Richard Wallace :

Le généreux ami des pauvres vient de mettre à la disposition de la préfecture de la Seine 20,000 vareuses, pantalons et chemises, provenant des uniformes réformés de nos mobilisés.

Ces vêtements seront distribués aux maires de tous les arrondissements.

—Il se chante à Paris, sur la voie publique et dans les cours, des couplets dont nous n'avons pas le texte, mais qui contiennent l'éloge de M. Thiers et tournent en même temps l'Assemblée en dérision. Il nous paraît impossible que le gouvernement ait aucune part à cette manœuvre. *(Gaulois.)*

CONCERTS STRAKOSCH. — Nous complimentons notre ami, l'impresario Max Strakosch, de la magnifique compagnie de concert qu'il nous a amenée ; elle ne comprend que des artistes vraiment dignes de ce nom. La soirée d'hier a été un brillant succès et nous espérons que, ce soir et demain, la grande salle de l'Exposition retentira encore sous des salves d'applaudissements répétées, comme cela a eu lieu hier, après chaque morceau du programme.

Signor Evasio Scolara a un très-agréable talent de chanteur bouffe, et il est doué d'une fort jolie voix ; l'air de la *Cenerentola* a été chanté par lui avec un brio et une verve qui lui ont valu les honneurs du bis.

M. Emil Saurel, jeune violoniste français, a déjà un talent de premier ordre ; il sait faire chanter son instrument avec beaucoup d'âme et il exécute, comme on se jouant, les écritures les plus difficiles, même celles qui sont d'un goût douteux, comme dans la fantaisie de Ernst sur *Othello*. Il a fait preuve, tout à la fois, de vigueur et de délicatesse et il nous a laissé la meilleure impression.

Mademoiselle Teresa Carreno est une pianiste remarquable et qui a un style de grande école. Une exécution fort brillante, une observation consciencieuse du rhythme, une grande délicatesse dans les nuances caractérisent son talent qui est déjà très distingué et qui grandira encore. Elle sera certainement très appréciée à la Nouvelle-Orléans.

Miss Annis Louise Gary, la jeune prima donna américaine, a tenu toutes les promesses de l'affiche. Cette jeune personne a une magnifique voix de contralto, plaine, bien timbrée, égale dans tous les régistres, et elle chante avec une pureté et une expression qui indiquent qu'elle a étudié à bonne école. Elle a admirablement rendu le duo de Rossini, " Mira la bianca luna," avec Mario, et son grand air de Mercadante, ainsi que la ballade " Katleen Mavourneen."

La diva Carlotta Patti a crée une véritable fureur. Accueil des plus sympathiques, bravos, rappels réitérés, rien n'a manqué à son triomphe. L'enthousiasme des Louisianais a presque égalé celui des Russes, qui sont les gens les plus enthousiastes de la terre. Elle a chanté l'air "caro nome" de *Rigoletto*, puis une ballade, des variations sur un air de bravoure, de Proch, et l'Eclat de rire, d'Auber. Quelle sureté d'intonation dans les attaques les plus audacieuses, quelle délicatesse, quelle légéreté dans les vocalises, quelle perfection dans les trilles, dans les tenus, les staccatti ! On est constamment sous le charme et on voudrait toujours entendre cette enchanteresse. On lui a fait répéter deux fois l'Eclat de rire."

Après avoir rendu justice aux talents jeunes et frais et à leur auteur, de M. Sauret, de Mlles Carreno et Carry, après avoir salué la gloire de Carlotta Patti qui est dans tout son éclat, il nous reste à rendre un respectueux hommage, comme le public l'a fait, à une gloire sur son déclin, celle de l'illustre ténor Mario. Si l'organe a perdu son timbre, si cette voix, qui a charmé tant de générations de dilettante, présente des défectuosités, le chanteur, l'artiste est toujours le même et n'a rien perdu de cette science du chant, de ce goût exquis, de cette finesse dans les détails qui l'ont fait sacrer prince dans son art. Ce n'est plus que l'ombre du Mario de jadis, mais c'est une grande ombre qui est venue à l'extrémité de l'occident civilisé, recueillir les hommages des populations du Nouveau Monde avant de disparaître de l'horizon artistique, dans le nom duquel ne lui feront pas plus défaut à la Nouvelle-Orléans que dans les autres grandes villes de l'Union.

CHRONIQUE DE LA VILLE.

Parmi tous les candidats radicaux qui se disputent maintenant la place de sénateur fédéral des Etats-Unis, il faut compter, comme un des plus importants, Mons. Percy Blache Shelley Pinchback.

Le dictateur nègre a si bien profité des leçons qu'on lui a données, qu'il est passé maître dans l'art de duper son semblable, et qu'il se prépare à jouer un tour de sa façon à ses ex-amis Kellogg, Durell, Billings, Barber, Ray et autres, en leur soufflant l'objet de leur convoitise, à savoir : le fauteuil sénatorial. Ces messieurs l'ont élevé au pouvoir, et il en fait usage contre eux pour servir son ambition insatiable.

Décidément, le temps est à l'orage et nous allons rire !

Le comité des deux cents citoyens se réunira aujourd'hui dans la salle de la Chambre de commerce à trois heures de l'après-midi.

Des questions de la plus haute importance seront discutées.

Le grand, l'immortel Barnum, est arrivé hier dans notre ville avec son cirque monstre. Il a été s'établir rue du Canal, entre les rues Rochebave et Tonti, où il commencera ses représentations aujourd'hui, à deux heures de l'après-midi.

De tous les candidats élus par le peuple, il n'en restera bientôt plus un seul, si le dictateur Pinchback continue de ce train à les changer tous les jours pour mettre à leur place des créatures à lui.

M. E. Meunier, le candidat radical, s'est présenté hier matin devant le juge Monroe et a demandé à prendre possession du siége de la Troisième Cour de District.

Le juge Monroe a refusé positivement de céder la place, en disant qu'il avait été élu par le peuple ; qu'il avait juré, en entrant en fonctions, de remplir fidèlement la mission qui lui était confiée ; et que, par conséquent, il considérait comme étant de son devoir de maintenir sa position et de lutter contre la fraude.

M. E. Filleul s'est fait alors l'avocat du candidat radical, et s'est mis aussitôt à argumenter, pour prouver que son client avait droit à la place qu'il réclamait.

Le juge Monroe ne s'étant pas laissé convaincre par le plaidoyer de Phabile avocat, M. Meunier a demandé au député shérif Dick de le faire entrer en possession du siége de la Troisième Cour.

M. Dick a déclaré que son intention était d'obéir aux ordres du *juge* Meunier, et qu'il emploierait la force si le juge Monroe refusait de céder.

Ce digne magistrat s'est levé alors, en protestant solennellement contre cet abus de pouvoir, et en disant au député qu'il quittait son siége parce que toute résistance serait inutile, mais qu'il entendait maintenir ses droits.

Avant de se retirer le juge Monroe a demandé que sa protestation fut enregistrée dans les minutes de la Cour.

M. Meunier a déclaré qu'il prendrait la requête en considération.

Il semblerait, s'il faut en juger par ce que nous voyons depuis quelques jours, qu'un simple shérif a maintenant le pouvoir de reconnaître ou de refuser de reconnaître les juges des cours de district élus par le peuple. C'est un fait assez curieux.

Le pseudo-gouverneur a donné hier des commissions aux candidats suivants :

John Fitzpatrick, greffier de la Première Cour de District ;

J. J. O'Brien, greffier de la Sixième Cour de District ;

Thomas Duffy, greffier de la Cinquième Cour de District ;

Charles A. Bequié, greffier de la Troisième Cour de District ;

E. North Cullom, juge de la Cinquième Cour de District ;

A. Saucier, juge de la Sixième Cour de District ;

John McPhelin, avocat de District ;

John W. Falls, juge de paix du Septième District ;

S. W. Otis, juge de paix du Cinquième District ;

J. W. Jones, constable du Quatrième District ;

F. C. Delisle, constable du Cinquième District ;

Wm. Foley, constable du Sixième District ;

Harvey M. Dibble, carrossier des paissances, des mariages et des décès ;

E. Abell, juge de la Première Cour de District ;

J. W. Patton, shérif de la Cour Criminelle ;

Wm. P. Harper, shérif des Cours Civiles.

On dit que Pinchback a commissionné hier après-midi le maire et les administrateurs Turnbull, Bemister, Fitzsimmons, Stircken, Calhoun et Lewis. On ne sait pas encore quelle mesure il a prise à l'égard de M. Schneider.

SÉANCE DU CONSEIL DE VILLE. — Le Conseil se réunit à midi sous la présidence du maire Wiltz. Présents : S. M. Turnbull, administrateur du département du commerce, C. Pitsenbarger, administrateur du département des édifices publics, R. Brewster, administrateur du département de la police, H. F. Stircken, administrateur du département des accessoires, et James Lewis administrateur du département des améliorations.

Absents : Louis Schneider, administrateur du département des finances, et John Calhoun, administrateur du département des comptes publics.

Le secrétaire lit une communication du maire qui suggère au Conseil de nommer un comité de trois qui serait chargé de trouver un salle convenable pour les fous, à des conditions avantageuses pour la ville.

La communication du maire est acceptée.

M. Lewis demande que le maire soit autorisé à choisir les membres du comité de trois.

Sa motion est adoptée.

Le maire nomme en conséquence MM. Turnbull, Pitsenbarger et Brewster.

Après l'adoption de plusieurs petites ordonnances pour le paiement des comptes courants de la semaine, M. Lewis propose la résolution suivante :

Résolu, que l'avocat de la ville soit autorisé à porter de nouveau devant la Cour Supérieure de la Paroisse d'Orléans, de crédulos nouvelle, l'affaire la Bidwell contre la ville, relativement aux places publiques, au sujet de laquelle la Huitième Cour de District présidée par le juge Elmore, avait statué déjà en faveur de demandeur, pour qu'elle soit argumentée encore devant ce tribunal.

M. Lewis dit que la charte de la ville autorise les administrateurs à disposer des places publiques.

La résolution est mise aux voix et adoptée à l'unanimité.

M. Stircken présente la résolution suivante :

Résolu, que tous les propriétaires de charettes à bras pour le transport des bagages et des paquets, soient requis de se présenter au bureau du maire pour prendre des numéros ; et que les deux qui violent cette ordonnance soient condamnés à dix piastres d'amende.

M. Lewis désire amender la dernière partie de la résolution et mettre, au lieu de "et" la fraude avec le même instrument, puis, quand elle fut ainsi rendue, il les fixa à dix mètres de là jusqu'à l'endroit où elle a été retrouvée.

Cette jeune fille avait sur elle une montre et un petit-monsieur contenant une certaine somme ; il sont restés dans ses vêtements.

Quant à l'assassin, on croit qu'il a fui vers la Seine à travers les terres.

On a reconnu des traces de pas à travers champs, coupant directement à l'extrémité de la seconde section de la route. L'assassin devait fait à cette trace, car ces enjambées étaient longues d'au moins un mètre et demi. L'empreinte de ses pieds a été prise très exactement. Le pied gauche est plus large que le pied droit. On a trouvé dans le parcours fait par l'assassin un gant noir taché de sang ; mais de ce gant était semblable, comme indice, ce gant appartenant à Justine Boulard. Un indice plus précieux, c'est la découverte d'une clanche de porte, que des ouvriers, en passant hier vers cinq heures du matin, ont ramassée.

Cet événement a causé à Canteleu une sorte de terreur, et, pendant la journée d'hier, toute la Bablitante la plus entièrement préoccupée. On donnait les plus vifs témoignages de sympathie aux deux familles si cruellement éprouvées. On remarquait que les victimes n'avaient plus faire que quelques jours le tragique leur a été fatal. La jeune garçon allait entrer dans une école et la jeune fille était près de se marier.

Comme il arrive toujours en pareille circonstance, les bruits les plus faux avaient cours dans la foule, et les versions les plus fantaisistes trouvaient des prôneurs convaincus. Celle qui a pris le plus de consistance, quoique invraisemblable, accusait du crime un Prussien, un hussard de la mort. Il aurait fait la cour à Justine Boulard pendant l'occupation, et serait revenu à la nouvelle de son mariage pour se venger de son infidélité. Des habitants du Canteleu, profitant de la circonstance pour se faire valoir, déclaraient l'avoir vu dans le pays depuis quelques jours.

Un indice plus sérieux serait dans la découverte, à 200 mètres de l'endroit du crime, d'un coutre de charrue ; d'entre divent une clanche de porte.

Des marchands d'oignations, en revenant de leurs travaux, ont trouvé sur le bord de la route, du côté de la rivière de M. Prat, un morceau de fer long de 50 centimètres à peu près, et l'un d'eux l'a emporté chez lui.

M. Bernoux, commissaire de police de Marommé, apprit ce fait et se fit conduire chez les marchands d'oignations du quartier Saint Hilaire. Il ne tarda pas à trouver celui qui avait ramassé ce coutre et il l'a déposé au parquet. On y aurait vu des taches de sang, mais rien n'est moins certain.

Médéric Durand, le fiancé de Justine Boulard, ne quitte pas la chambre de cette infortunée, à laquelle il prodigue les soins les plus empressés.

Justine Boulard a passé une nuit agitée, et hier on craignait un transport au cerveau. La figure de Justine Boulard est encore très enflée, la victime peut à peine ouvrir les yeux. Elle a continuellement des frayeurs ; pendant une de ces crises, elle a parlé d'un chien. On a attendu qu'elle fut calmée, puis on l'a questionnée et l'assassin était accompagné d'un chien. Elle a répondu que oui, un petit chien blanc à long poils et dont les oreilles retombaient assez bas.

C'est là un excellent indice. On pourra mettre en présence de ce chien les personnes soupçonnées et il y en a. — Le joie du chien retrouvant son maître sera la meilleure preuve de culpabilité.

Justine Boulard avait d'abord dit que le paletot que l'assassin portait sur son bras était de couleur noire ; elle a dit hier qu'il était plutôt marron foncé.

Justine Boulard qui ignore la mort de jeune Delphin Luce, demande souvent de ses nouvelles :

"Est-il aussi défiguré que moi ? Peut-il marcher ?"

On se lui a pas fait part de la triste réalité et on s'abstient de la dissiper.

Il viendra à l'esprit de beaucoup de personnes que l'assassin avait un autre mobile qu'une odieuse bestialité, en tuant l'enfant, contre lequel il ne pouvait évidemment avoir aucun grief. C'est un témoin dont il voulait se défaire, parce que, sans doute, l'enfant le connaissait et aurait pu mettre la justice sur sa trace.

Comme on a pensé que l'assassin dont Justine Boulard a vu la barbe, ne manquerait pas, pour déjouer les soupçons, de se faire raser complétement, tous les perruquiers de Rouen et des environs ont reçu des ordres spéciaux.

—On annonce la mort de Mlle Duruy, fille du Ponction ministre de l'instruction publique. Agée de dix-huit ans à peine, la pauvre fille a succombé aux suites d'une angine dont il a été impossible d'arrêter le développement.

LE MOT DE LA FIN.—S'il faut en croire les bien informés, Mme Adeline Patti donnerait vendredi chanter cinq fois, dans l'opéra de Rossini, *Le printemps de 1873*, chez M. Verger, à Paris.

Elle se contenterait de 15,000 francs pour ce petit voyage.

C'est pour rien !

Cette nouvelle réjouira surtout les amis du marquis de Caux.

Et quand la gentille marquise versera ces 15,000 francs dans la caisse du ménage, elle pourra dire à son mari....

"Caux ! Caux ! rien, Caux !"

Décédée hier, à 2 heures de l'après-midi, CHARLOTTE HORTENSE LACOSTE, épouse en secondes noces de feu BENJAMIN SEYMANSKY. Ses amis et ses famille sont respectueusement priés, sans autre invitation, d'assister à ses funérailles qui auront lieu aujourd'hui, à 4 heures de l'après-midi. Son corps est exposé à sa dernière demeure, No 28, rue Chevez, Troisième District.

B. T. WALSHE,
IMPORTATEUR et MARCHAND de VETEMENTS CONFECTIONNÉS pour messieurs, CHEMISES, linge de table, COUVERTURES, LAINES pour lessives pour dames et enfants, LITS DE PLUME de tous genres, MATELAS, matelas à jets mobiles.
B. T. WALSHE,
Stée-ImPP 110, rue du Canal, près de Charles

Entrepôt de Tapis et de Rideaux.
Au No. 17 de la rue de Chartres.
A. Brousseau,
IMPORTATEUR ET MARCHAND EN GROS ET EN DETAIL.

Tapis de toute espèce et de toute grandeur.
Tapis CIRÉS de tables et tables cirées dans toutes les grandeurs.
Nattes, blanches, à escompte et fabriquées, comme spécialité.
Couvertures de tables et planchers, etc.
Descentes de lit, carpettes, nattes, paillassons, tapis de table, tapis de pied, etc.
Couvertures de voyageurs, couvertures de chevaux, etc.
A. BROUSSEAU.

S. L. C.
Ne....6....74 PRÉSIDENT.
VOIR DEMAIN.

J. LEVOIS & JAMISON,
EXPORTATEURS
— DE —
MARCHANDISES SÉCHES ÉTRANGÈRES
196.....Rue de Canal.....196
NOUVEAUX ARTICLES DE MÉNAGE.
—Comprenant—
Toute la dotage de la Ste. française, allemande, demi-saison et hiver.
Toute la dotage d'orphelins.
Toute la dotage d'enfants, depuis les petites de toilette, en passant par la layette, en toutes longueurs.
Nouveautés pour robes de soirée et de bal.
Soieries, Velours, Satins, Peluches de toutes nuances, Rubans, Garnitures, Dentelles, Guipures et Passementeries noires, etc., etc.
Rappelons que le 15 décembre est le terme pour le dernier Versement sur les Souscriptions au Capital de la Louisiane.
Conversations et Correspondance en tous genres.
16 déc—2P

J. LEVOIS & JAMISON,
196.....Rue de Canal.....196
NOUVEAUTÉS
Etoffes pour Robes.
Etoffes Noires pour Robes en Laine et en Soie
A des prix extraordinairement bas.
Nous avons, par magasin, un grand stock choisi qui comprend :
Les dernières créations, dans toutes les nouvelles nuances.
Echarpes de Lyon, premiers choix, de Bonnet, en Blanc et en Couleurs.
Mantilles Chantilly, Bruxelles, Malines et Mouches jointes en 3 et 12 mètres.
Assortiments, Fichtues, Voilures, Guipures, Fichtes, Cornets, Manchettes, Livres de musique, Cahiers de musique, Albums de musique.
Etagères de musique et Rotrepôt de Pianos de musique.
LOUIS GRUNEWALD,
No 29 de la rue du Canal
15 déc—2P

LA ESCEPCION.
400,000 CIGARES garantis importés et de la célèbre marque LA ESCEPCION, des classes suivantes :
100 Cigares Vis Regalia Cote de Chaffac, Fine Regalia de Ste. Rose-du-Sud, St. Luis, St. Regalia, Cazadores et Cazadores Finos, Cabinet, Cabinet Finos, Cabinet Selectos, Cabinet Especiales, Cabinet Superiores, Cabinet Finos Ultra